

PAS DE CONGRÈS POUR LE RACISME NATIONAL



TOUSTES À ORLÉANS LE 24 OCTOBRE!

ZOOM

Budgets.
Un enlisement
prévisible

Page 3

ARGUMENTS

Le RN, un parti raciste,
réactionnaire, au service
du patronat

Page 4

INTERNATIONAL

Brésil. Une lutte difficile,
mais renouvelée, pour la
victoire contre Bolsonaro

Page 6

CHAMP LIBRE

Entretien avec Nadav de Tsdek!
sur les élections législatives
israéliennes du 27 octobre

Page 8

Édito

Le retour des pigeons voyageurs

Sur la criminalisation de la gauche de combat

Par OLIVIER LEK LAFFERRIÈRE

Le 28 mai 1952, après une manifestation contre le général Ridgway, commandant de l'OTAN, le député Jacques Duclos, numéro deux du PCF, est arrêté pour un flagrant délit fabriqué qui contourne son immunité. Deux pigeons morts trouvés dans sa voiture deviennent des pigeons voyageurs venus d'URSS, comme preuves d'un complot: Duclos est emprisonné. Les pigeons étaient destinés à être mangés avec des petits pois! Cette affaire, rappelée par Vanessa Codaccioni, résonne avec la chasse aux responsables des formes parfois empruntées par l'explosion sociale du 17 octobre.

Quand des manifestations massives ne dérangent personne, le pouvoir les ignore. La colère cherche alors les moyens de peser. Le plus puissant, face au capitalisme, c'est la grève: c'est elle qu'il faut construire. Faute (pour l'instant?) de grève générale, d'autres actions surgissent: hier des blocages, aujourd'hui des actions contre des symboles du capitalisme et de l'État. Elles ne remplacent ni la grève ni l'auto-organisation, mais elles naissent de la colère, sans que personne en ait donné l'ordre. Pourtant, le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez met en cause «la NPA» (sic) et, le 20 octobre, Sébastien Lecornu dénonce un «schéma insurrectionnel» de «l'extrême gauche». Or Mediapart révèle qu'un commissaire du renseignement déplore la consigne d'accuser LFI, à rebours des constats de terrain, et la procureure de Paris ne confirme pas le profil «ultragauche» des interpellés.

Le pouvoir cherche des boucs émissaires pour masquer sa responsabilité et accélère la criminalisation de l'opposition: appels à emprisonner Philippe Poutou, menaces de dissolution, prison avec sursis et inéligibilité requises contre Rima Hassan, tentative d'interpellation du député Raphaël Arnault, jusqu'à l'appel du président du Sénat à interdire LFI.

Derrière les personnes et les organisations visées, c'est notre droit à toustes de contester, de nous organiser et de lutter qui est attaqué. Organisations politiques, syndicats, associations: il y a urgence à un très large sursaut unitaire!

Bien dit

Le pouvoir
a allumé le feu,
il y a le feu

PHILIPPE POUTOU s'est exprimé sur les réseaux sociaux après l'explosion sociale du 17 octobre, pointant la responsabilité du pouvoir dans la situation: «Il a cherché la bagarre, il y a la bagarre. Une société d'injustices, d'exploitations, d'oppressions, de précarisation, d'appauvrissement... ça finit par péter, par exploser.»

À la Une

TOUSTES À ORLÉANS! RN: raciste, antisocial, réactionnaire et toujours fasciste

Du voile aux budgets, de l'antisémitisme à la répression, l'actualité rappelle la nature du RN à qui aurait voulu l'oublier. Son congrès des 24 et 25 octobre à Orléans doit être l'occasion d'une riposte massive.

Interdire le voile dans la rue, sous peine d'amende: le RN a donné le ton dès la rentrée. Sous couvert de laïcité, il veut organiser la traque des femmes musulmanes portant le hijab, leur interdire l'espace public à moins qu'elles ne se dévoilent. Le racisme, islamophobie en tête, est le fondement de son projet. La «préférence nationale» promet de répondre aux attentes sociales en privant de leurs droits les personnes étrangères, et à travers elles toutes les personnes racisées (lire notre dossier pages 4 et 5).

Le RN reste un parti fasciste

Les articles de Mediapart sur les écrits antisémites de Jordan Bardella ont confirmé la supercherie de la «dédiabolisation». Le président du RN dénonce des faux, tandis que ses défenseurs invoquent des erreurs de jeunesse. Cette défense contradictoire (il ne l'a pas dit et, s'il l'a dit, ce n'est pas grave) n'a rien d'une maladresse. Elle relève d'un dispositif de double discours déjà à l'œuvre quand Bardella niait l'antisémitisme de Jean-Marie Le Pen avant de se rétracter, ou quand Marine Le Pen regrettait d'avoir exclu son père.

Si l'islamophobie s'affiche, l'antisémitisme, qui continue de structurer la vision du monde du RN, doit se masquer. La stratégie du RN exige ce double jeu: dissimuler pour asseoir sa respectabilité médiatique tout en



rassurant la galaxie néonazie, identitaire et nationaliste révolutionnaire qui lui reste liée. Ces liens ne sont pas seulement idéologiques: François Paradol, directeur de cabinet de Bardella, est un ancien du mouvement d'Alain Soral, et les réseaux de l'ancien GUD continuent de travailler pour le RN. Rien de tout cela n'empêchera Bardella, seul candidat, d'être reconduit sans difficulté à la présidence du parti lors de ce congrès.

Antisocial et réactionnaire

Les débats budgétaires suffisent à démentir la fable du parti des

classes populaires. Le 6 octobre, Marine Le Pen a promis 140 milliards d'euros d'économies à l'horizon 2032 et une «règle d'or» constitutionnelle pour imposer la réduction de la dette. Pour rassurer les marchés, elle a annoncé 36 milliards de réduction des dépenses hospitalières en cinq ans et 15 à 20 milliards sur les retraites, avec un nouveau pilier par capitalisation. Dans le même temps, le RN défend la baisse des impôts de production et des cotisations, et s'oppose à la taxation des hauts patrimoines: les classes populaires paieront, les profits seront protégés.

Son prétendu souci des femmes obéit à une logique raciste et réactionnaire: attaques contre le Planning familial et les droits des minorisés de genre. Les violences sexistes ne l'intéressent que pour désigner les hommes noirs, arabes ou étrangers comme des menaces.

Le parti de l'ordre

Face aux lycéenNEs en lutte et à l'immense mobilisation sociale du 17 octobre (lire page 3), le RN choisit le camp de la répression. Bardella promet d'être «par principe» du côté des forces de l'ordre. Il fustige l'«ultragauche» et les «prédateurs de banlieue». Le 19 octobre, il a même dénoncé une «armée du crime», reprenant la formule de l'Affiche rouge placardée par l'occupant nazi contre le groupe Manouchian. Son parti réclame des peines planchers et la suspension des allocations familiales pour les parents de mineurEs multi-récidivistes. Aux revendications d'égalité, il oppose l'ordre policier et la punition des familles populaires.

Que le gouvernement et la droite reprennent toujours plus son programme ne rend pas le RN moins dangereux. Le FN/RN n'est pas un parti comme un autre. Le 24 octobre à Orléans, dans nos quartiers et dans les luttes, opposons-lui la solidarité, l'égalité des droits et la mobilisation de notre camp social.

Olivier Lek Lafferrière



17 OCTOBRE. LE JOUR DU DÉPASSEMENT POUR LE GOUVERNEMENT

La journée de mobilisation du 17 octobre a été une démonstration de la force collective de celles et ceux qui n'en peuvent plus de ce système. Avec plus de 800 000 manifestantEs, c'est la plus grande mobilisation depuis des années. Multiforme, explosive, festive, jeune, la mobilisation a rassemblé des lycéenNEs, des étudiantEs, des salariéEs, des paysanNEs, des retraitéEs en colère contre leurs conditions de vie, indignéEs par la répression, les injustices sociales, l'écocide et le racisme.

Photos PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS



RÉVOLTE SOCIALE Il fallait que ça pète

La droite et le gouvernement ont critiqué Philippe Poutou pour sa phrase, prononcée sur un plateau télé : « Il faut que ça pète. » Pour le gouvernement et la droite, ce qu'il faut, c'est une population résignée à subir la misère et l'injustice sociale sans moufter.

Dans leur grand cynisme et leur mépris, ils semblent penser qu'avec des médias comme porte-voix, avec la force de l'ordre policier et avec des explications techniques, on peut faire passer toutes les politiques austéritaires sans résistance majeure de la population. Mais la cocotte-minute sociale accumulait de la pression et ce qui devait arriver arriva : ça a pété. Et ce n'est pas parce que Philippe l'a dit. Ce n'est pas, comme le prétend le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, parce que notre organisation aurait appelé à la révolte que ça a pété. C'est parce que la situation était, et reste, intenable pour des millions de personnes.

Le gouvernement à nu
Macron a largement montré qu'il ne pouvait pas, ou ne voulait pas, entendre les revendications du mouvement social. Ses principaux ministres n'ont pas été ses Premiers ministres, mais ses ministres de l'Intérieur. Castaner, Darmanin, Retailleau, Nuñez. Lors du mouvement des Gilets jaunes, déjà, on voyait des pancartes qui disaient « Il ne te reste que la police ». Mais parfois, la police ne suffit pas, surtout quand les technocrates de la place Beauvau n'arrivent même pas à prévoir que ça peut péter. Après avoir vidé l'État de tout semblant de démocratie, en utilisant le 49.3 à tour de bras et en nommant Barnier, Bayrou

ou Lecornu comme Premiers ministres après avoir perdu les législatives ; après avoir vidé l'État de tout contenu social, en cassant tous les services publics, santé et éducation en tête ; après avoir fait augmenter la pauvreté et le chômage, mais aussi les revenus des grandes fortunes, Macron s'étonne qu'une partie de la population ne respecte pas « l'ordre républicain ». Notre organisation n'a jamais défendu l'ordre capitaliste. Mais c'est ce gouvernement qui a mis en danger sa république.

La question de la violence
Les médias et le gouvernement se concentrent sur des scènes de violence, affirmant que les « casseurs » ont volé la manifestation aux manifestantEs. Ils appellent au calme et font mine de reconnaître enfin la légitimité des revendications, sans toutefois y apporter la moindre réponse. En substance, ils disent : « Si vous voulez manifester, faites-le, mais sans gêner », et ils ne proposent aucune solution. L'extrême droite en profite pour accuser l'immigration d'être à l'origine de la violence, tandis que le gouvernement accuse l'extrême gauche, sans expliquer les raisons de cette explosion sociale massive. Comme toute explosion sociale, celle-ci suit des chemins sinueux. Il n'existe pas d'explosion sociale contrôlée. Le mécontentement s'exprime comme il le peut, et



passé parfois par des pillages et des affrontements avec la police. Les appels à condamner la violence et les menaces de poursuites n'ont pour seul objectif que de discipliner et de museler la contestation sociale. Pour nous, la question n'est pas de faire la distinction entre les bonNES et les mauvaisES manifestantEs, entre des méthodes moralement acceptables et des méthodes condamnables, mais de savoir comment préserver l'unité et la radicalité du mouvement, comment œuvrer pour le prolonger, l'élargir encore et le structurer.

Résister à la répression
Le gouvernement cherche des responsables, il essaie de discréditer le mouvement et de l'étouffer par la force de la loi. Mais le combat ne fait que commencer. Nous devons trouver le moyen de faire en sorte que ce ne soit pas la répression qui gagne et que les exigences sociales soient satisfaites. Le gouvernement croit qu'on fait baisser la pression en serrant le couvercle encore plus fort. Il risque d'apprendre que c'est comme ça qu'on fait sauter la cocotte.
Martin Hache

La jeunesse se mobilise pour défendre ses droits à l'éducation et à un avenir meilleur, la colère sociale contre la vie chère et la dégradation des services publics a explosé le 17 octobre. Mais pour ce gouvernement, l'urgence reste de faire passer par tous les moyens 54 milliards de coupes budgétaires afin de satisfaire les « marchés » financiers. Leurs exigences ont été rappelées par Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, et Christine Lagarde (présidente de la Banque centrale européenne). Le pouvoir s'exécute docilement en dramatisant une dette dont lui et ses prédécesseurs sont directement responsables. Les cadeaux fiscaux et les exonérations de cotisations accordés depuis des années aux entreprises sont la cause d'un manque de financement (et non d'un déficit) dont la dette est la conséquence. Les projets de budget pour 2027 ne montrent aucune volonté de sortir de cette impasse.

Un blocage parlementaire annoncé
Face à une tension sociale montante, à quelques mois de l'élection présidentielle, et en l'absence d'une majorité pour adopter les textes gouvernementaux, le débat parlementaire ne peut que s'enliser. Les mesures s'attaquant aux revenus des retraités ont été repoussées. Mais une coalition de l'extrême droite, de LR et du « centre » a bloqué de manière systématique tous les amendements visant à faire contribuer davantage les entreprises et les plus riches. À quelques mois de l'élection présidentielle, les appels du pied du gouvernement en direction de l'extrême droite ou du PS pour obtenir une « non-censure » ont bien peu de chances d'être entendus. Ni les uns ni les autres ne veulent être compromis dans la faillite patente de la politique macroniste.

BUDGETS Un enlisement prévisible

Rarement le gouffre entre les attentes de la société et les préoccupations gouvernementales aura paru aussi flagrant qu'à l'occasion de l'actuel débat budgétaire.

Comme on pouvait le prévoir, la discussion parlementaire sur les recettes de l'État n'a pu aboutir à un vote le 20 octobre : des milliers d'amendements restant à débattre, le débat est reporté. L'adoption des budgets de l'État et de la Sécu à coups de 49/3 ou par décret devient désormais l'hypothèse la plus probable.

Les programmes présidentiels s'affichent
Le débat budgétaire aura surtout été l'occasion pour les forces politiques en lice pour la présidentielle de mettre en avant leur programme. Le RN a rendu publique sa « trajectoire budgétaire ». Elle marque sa conversion ouverte à la plus violente austérité budgétaire avec son plan raciste de 145 milliards d'économies en 5 ans (voir article dans le dossier RN). La droite et le centre sont engagés dans une improbable tentative de concilier le renforcement de l'austérité et la préservation de catégories de leur électorat. Le PS tente de rendre crédible la perspective d'une austérité plus tempérée.

La réponse de LFI
Seule LFI prend en compte la satisfaction de revendications du mouvement social (Smic à 1700 € net, hausse du point d'indice, indexation des salaires et des pensions sur l'inflation, revenu d'autonomie pour les étudiantEs, abrogation des réformes des retraites et de l'assurance chômage). Elle entend y répondre par un programme de

« relance » keynésien et par une taxation des entreprises et des plus riches (taxe Zucman, ISF climatique, réduction des « niches fiscales », hausse de la fiscalité sur les GAFAM...). Ce programme tente de concilier la volonté de satisfaire une partie des revendications avec celle d'afficher un profil sérieux et responsable susceptible de convaincre les milieux d'affaires. L'affectation de 25 milliards au remboursement de la dette, le refus de toute « confiscation » ou « nationalisation » en témoignent. Ces arguments n'ont pourtant aucune chance d'être entendus par un patronat et des milieux financiers arc-boutés contre toute mise en cause de leurs profits.

Construire l'affrontement social
La mise en échec ou non du plan d'austérité des budgets Lecornu ne dépendra pas du débat institutionnel biaisé qui va se poursuivre au Parlement, mais du résultat de l'affrontement social qui s'est engagé le 17 octobre. C'est lui qu'il faut aujourd'hui construire et rendre victorieux.
J. C. Delavigne

À lire sur le site



La révolution hongroise de 1956, antistalinienne et anticapitaliste, par Julie Piedra, commission nationale formation

No comment

Monsieur Poutou, je me demande pourquoi vous n'êtes pas en prison ce soir

Le dimanche 18 octobre sur BFMTV, FRANÇOIS-XAVIER BELLAMY, numéro 2 de LR et eurodéputé, s'en est pris à notre camarade parce que celui-ci avait refusé de « condamner les violences ». Philippe a calmement expliqué : « Je n'ai jamais dit qu'on appelait aux pillages et, en tout cas, je ne laisse pas entendre ça. Ce que j'essaie de dire, c'est de comprendre ce qu'il se passe : pourquoi il y a ça aujourd'hui ? [...] Il y a un système qui est profondément injuste et quand ça pète, ça pète comme ça peut péter. »

Agenda

Samedi 24 octobre, mobilisation nationale contre le congrès du RN, Orléans (45).
À 10h30 : manifestation devant la Cathédrale d'Orléans. À 13h30 : village au Campo Santo, avec conférences, débats et concerts.



Mercredi 4 novembre, «2027 : Révolte antifasciste», meeting du NPA-A avec Christine Poupin, Olivier Besancenot, Omar Alsoumi..., Paris (75). À 20h, à la Bellevilloise, 19-21 rue Boyer, Paris 20°.

Samedi 14 novembre, Tour de France de la santé : «Ils assassinent notre santé, notre Sécu. Procès des projets du RN et des libéraux», Paris (75). 14h-17h30, Bourse du Travail, salle Hénnaff, 29 boulevard du Temple, métro République.

Samedi 14 novembre, fête anticapitaliste, Limoges (87). Dès 15h, salle Édouard-Detaille à Limoges. 15h30 – Mobilisations lycéennes et sociales, 16h30 – Le capitalisme mène-t-il au fascisme avec Romaric Godin, 21h – Soirée Hip-Hop avec Mantis. Entrée libre.

Mercredi 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Vendredi 27 et samedi 28 novembre, colloque Daniel Bensaïd, Paris (75). À partir de 9h au campus des Grands Moulins de l'université Paris-Cité. Plus d'infos sur danielbensaid.org

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur

l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste

l'hebdo du NPA

Rédaction :
redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion :
diffusion@lanticapitaliste.org

Administration :
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
1225-C-93922

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication.
SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
1800 exemplaires

Directrice de publication :
Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction :
Olivier Lek Lafferrière

Graphisme :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 0148704221
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Vote RN, vote racial

Le vote RN capte jusqu'à 30 % de l'électorat, souvent fantasmé comme un électorat en colère, anti-système et démagogique. Pourtant, sa cohésion repose avant tout sur une lecture raciale des inégalités sociales et sur la promesse de la «préférence nationale».

On présente souvent les électeurEs RN/FN comme des travailleurEs déçuEs d'une gauche qui délaisserait le social pour le sociétal, se trompant de combat mais qui auraient pu voter à gauche. Cette analyse explique en partie certains mouvements électoraux, notamment populaires, dans le Nord et l'Est.

Un électorat qui regarde en haut et en bas

Pourtant, les études montrent que le comportement électoral majoritaire chez les ouvrierEs est l'abstention, et non le vote d'extrême droite, et que l'électorat RN est essentiellement centré sur les petites couches moyennes et le prolétariat stabilisé. Il se caractérise aussi par son faible niveau d'études et d'intégration à une économie tertiarisée dont l'encadrement reste réservé à une élite éduquée. La moitié des électeurEs sans baccalauréat ont voté RN : des artisanEs, mais aussi des ouvrierEs ou des employéEs des collectivités. Malgré la jeunesse mise en avant autour de Jordan Bardella, cet électorat est plus âgé que la moyenne des votantEs : les 50-60 ans en restent le cœur. Cette position sociale intermédiaire nourrit une détestation dirigée vers le haut et vers le bas : à la fois vers des élites politiques et culturelles, supposément de gauche, et vers les personnes en bas de l'échelle sociale, supposément racisées et assistées. Cet électorat n'est pas opposé par principe à la redistribution par l'État : il n'est pas libéral. Mais il considère qu'elle bénéficie actuellement surtout aux personnes non blanches, vues comme oisives et profitant du système. Il faut donc, pour les électeurEs RN, d'abord renforcer le pacte racial, opérer une révolution raciste, pour que la redistribution puisse ensuite leur bénéficier.

Cette priorité éclaire la fidélité de cet électorat. Le RN a considérablement varié son discours économique et social, de l'ultra-libéralisme des années 1980 au «socialement je suis de gauche» de Le Pen. Sous Bardella, seules les retraites subsistent comme référence sociale. Cela n'a pas

démobilisé son électorat, qui le justifie par la priorité aux mesures racistes. D'ailleurs, ces électeurEs supposément «anti-système» réélisent souvent leurs maires RN au premier tour, et le parti ne subit pas de reflux lié aux «difficultés» de la politique institutionnelle.

Le racisme comme boussole

La seule boussole constante du RN reste le discours sur l'immigration et la civilisation occidentale. Le RN porte la revendication du racisme d'État, autrement dit de la «préférence nationale». Au cœur de son message demeure la promesse fasciste de purger le corps national de l'étranger, supposé responsable de tous les problèmes et de la décadence de la nation.

Comme le résume Félicien Faury : «*Chez les électeurEs RN, il y a une racialisation de la question sociale.*» À partir de leur position sociale intermédiaire, les électeurEs RN articulent donc consciemment leur malaise social et racial, sans les séparer. La fuite des quartiers où la population immigrée est jugée trop importante, le contournement scolaire et la recherche d'un entre-soi blanc révèlent une dynamique fondamentale de cet électorat. Le vote RN structure ainsi une conscience de soi marquée par le suprémacisme blanc, chez des électeurEs habités par un sentiment de déclassement : il n'est plus une maladie honteuse, mais un marqueur social. Cet entre-soi raciste prospère dans les zones délaissées par les associations, syndicats et organisations de gauche. Les associations de solidarité sont d'ailleurs les premières visées par les coupes de subventions lorsqu'une mairie passe au RN, comme dans de nombreuses villes cette année. C'est donc sur ce terrain qu'il faut les combattre. L'absence de conflictualité sur le discours raciste est un facteur majeur de la progression du RN. Il faut la remettre au cœur de la lutte antiraciste. Confortés par un entre-soi complaisant, les racistes doivent de nouveau avoir peur d'afficher leur racisme.

Édouard Soulier

LE RN, UN PARTI RACISTE, RÉACTIONNAIRE, AU SERVICE DU PATRONAT



Le racisme est le ciment du vote RN et la boussole de son projet politique. Derrière ses prétentions à défendre les classes populaires et les femmes, le parti de Le Pen et Bardella prépare une austérité brutale et combat les droits des femmes et des minoriséEs de genre. Diviser les exploités, renforcer les dominations et servir le patronat : voilà le programme de l'extrême droite.

Dossier coordonné par la rédaction, avec la participation de la commission nationale antiracisme, de la commission nationale d'intervention féministe et de la commission Santé/Sécul/Social

Derrière le racisme, la politique antisociale!

140 milliards d'euros d'économies budgétaires sur cinq ans, pour rassurer les marchés financiers, dont 20 milliards d'économies sur la Sécurité sociale, 15 à 20 milliards sur les retraites et 36 milliards sur les dépenses hospitalières, voilà les projets chiffrés du RN!

Détourner la colère sociale vers la colère raciale, voilà la première fonction politique du RN. Mais à mesure que Le Pen et Bardella espèrent se rapprocher du pouvoir, il leur faut aussi convaincre les marchés financiers et les milliardaires qu'ils peuvent transformer leur force électorale en politique en faveur du capital. C'était le but de leur conférence de presse du 6 octobre, où, les yeux rivés sur les taux d'intérêt, ils ont annoncé un contre-budget qui vise à repasser le déficit public sous les 3 % dès 2028. Leur recette : une austérité redoublée pour tous et toutes, repeinte aux couleurs du racisme et de la préférence nationale, des coupes sans précédent dans la Sécurité sociale et les services publics, mais un cadeau de 17 milliards d'euros aux entreprises par la baisse des impôts de production.

36 milliards d'économies sur l'hôpital

Chaque année pendant cinq ans, le RN prévoit 7,2 milliards d'économies sur l'hôpital. Si on y ajoute sa volonté affichée de ne pas remplacer 22 000 postes dans la fonction publique hospitalière et de réduire de 10 % les effectifs administratifs, c'est l'assassinat de l'hôpital public, déjà exsangue, qui est programmé, mettant en danger personnels et malades ! Des malades qu'il n'oublie pas de culpabiliser pour réduire les dépenses, avec 450 millions en moins pour les affections de longue durée ! Si les dépenses liées aux ALD augmentent, ce n'est pas, comme le sous-entend le RN, parce qu'il y a plus de fraudeurs, mais parce que maladies chroniques et cancers explosent, notamment à cause des pesticides que le RN défend bec et ongles en votant pour la loi Duplomb et la loi d'urgence agricole !



Il veut aussi réduire les dépenses d'allocation aux adultes handicapés et d'allocation d'autonomie, qui permettent déjà à peine de survivre. Il propose aussi de supprimer l'aide médicale d'État (AME) pour les sans-papiers. En Espagne, restreindre leur accès aux soins a fait grimper leur mortalité de 15 % en trois ans, saturé les urgences devenues la seule forme d'accès aux soins, mais n'a pas permis de réaliser les 500 millions d'économies promis par la droite : les retards de traitement ont coûté beaucoup plus cher ! La santé ne connaît pas de permis de séjour, et laisser sans dépistage et sans traitement une personne porteuse d'une hépatite C ou d'une tuberculose est défavorable à la santé de tous.

Le RN propose aussi d'expulser des hôpitaux les médecins PADHUE, les praticienNEs à diplôme hors Union européenne, alors que sans elles et eux, l'hôpital public, déjà en grande difficulté, ne peut pas fonctionner.

20 milliards en moins pour nos retraites et la capitalisation!

Avec l'annonce d'une réforme qui baisserait de 15 à 20 milliards d'euros nos retraites, et d'un nouveau système d'épargne-retraite par capitalisation, individuel

et collectif, le RN met à la poubelle sa promesse de revenir sur la réforme des retraites de 2023. Un rêve pour les capitalistes, où les salariéEs financent les marchés financiers, prennent les risques et perdent leurs droits collectifs garantis par la Sécurité sociale. Sans parler du rapprochement du brut et du net, une autre manière de dire qu'on baisse la part du salaire mise en commun par les salariéEs et payée par les patrons, ce qui prive la Sécu de recettes et alourdit encore les tarifs des complémentaires... pour ceux et celles qui peuvent payer ! Le RN, un danger pour nos droits sociaux.

Frank Prouhet

LE PEN EN TÊTE DANS LES SONDAGES



Le RN contre les droits des femmes et des minoriséEs de genre

Le RN se présente comme un défenseur des femmes. Mais ses votes, ses propositions et les décisions de ses maires racontent une tout autre histoire.

Défense de la famille traditionnelle, attaques contre le Planning familial et les droits LGBTQIA+, instrumentalisation raciste des violences sexistes restent ses fondamentaux.

Le retour au foyer en guise de programme
Marine Le Pen et Jordan Bardella ont beau soigner leur image, leur parti reste profondément réactionnaire. Son modèle, c'est la famille « traditionnelle », avec une mère chargée des enfants et du foyer. En 2016, l'eurodéputé FN Dominique Martin expliquait que les femmes au foyer permettraient de « libérer des emplois ». En 2023, le député RN Jocelyn Dessigny affirmait qu'« une mère au foyer est peut-être mieux à la maison ». Derrière le discours sur le « libre choix », on retrouve la dépendance économique des femmes et le travail domestique gratuit. Même double discours sur l'IVG. Lors du vote de 2024 pour son inscription dans la Constitution, seuls 46 des 88 parlementaires RN ont voté pour. Au Parlement européen, ses éluEs ont refusé de soutenir une condamnation des restrictions quasi totales de l'avortement en Pologne. Les eurodéputéEs RN se sont abstenus sur des textes concernant la transparence des rémunérations et la Convention d'Istanbul contre les violences faites aux femmes.

Dans les mairies RN, les attaques se concrétisent
À Carpentras, en juin 2026, le nouveau maire RN Hervé de Lépinay a supprimé les 3 000 euros de subvention municipale au Planning familial. Il lui reprochait son opposition au RN et ses positions inclusives pour les personnes trans. À Harnes, la municipalité RN a annulé un ciné-débat LGBT+ préparé avec une association locale, avant d'organiser son propre événement avec une association créée par des éluEs RN... dissoute deux mois plus tard. Ces décisions illustrent l'hostilité du RN aux associations féministes et LGBTQIA+ lorsqu'elles défendent les droits des personnes concernées. Le parti s'en prend aux personnes trans et aux mobilisations LGBTQIA+, tout en prétendant parfois défendre les homosexuelLEs pour mieux stigmatiser les musulmanEs et les personnes immigrées.

Protéger les victimes, sauf quand elles sont étrangères
Les débats d'octobre 2026 sur la loi intégrale contre les violences sexistes et sexuelles ont confirmé ces priorités. Le RN a voulu supprimer des protections contre l'expulsion prévues pour les victimes étrangères. Son amendement supprimant l'accès anticipé au travail de certaines demandeuses d'asile victimes de violences sexuelles a été adopté, avec des voix de droite et de macronistes. En parallèle, le RN réclamait des expulsions systématiques pour les agresseurs étrangers : plutôt que de garantir les droits de toutes les victimes, il trie selon la nationalité. Il a finalement voté la loi, après s'être félicité d'avoir contribué par ses amendements racistes à rendre le texte encore « plus répressif » et à en exclure les femmes et enfants les plus précaires.

Le RN parle des violences faites aux femmes surtout lorsqu'il peut désigner les hommes noirs, arabes ou étrangers comme menace. Les violences conjugales, les inégalités salariales, la précarité et le manque de moyens pour accueillir les victimes passent après son obsession des frontières. Le danger est déjà visible dans ses votes et dans les municipalités qu'il dirige. Défendre l'IVG, l'autonomie économique, les associations féministes et les droits des personnes LGBTI, c'est aussi combattre le racisme et l'extrême droite.

Manon Boltansky

SANTÉ Cancer du sein : Octobre colère!

Chaque cancer du sein évité est un marché perdu pour le capital, moins de pesticides et de traitements vendus. Alors qu'un cancer traité rapporte beaucoup plus, mais toujours pas assez!

C'est le cortège de Cancer colère qui ouvrait la manifestation du 3 octobre contre Syngenta, le plus gros producteur mondial de pesticides. Son ancêtre, Imperial Chemical Industries, commercialisait aussi le tamoxifène contre le cancer du sein. Il a lancé Octobre rose! Les députés qui ont voté la réintroduction de pesticides interdits portent le ruban rose pour inciter les femmes au dépistage! Trop de tabac, d'alcool, trop de poids, pas assez d'activité physique : aux femmes de modifier ces « mauvaises pratiques »! En oubliant tout ce qu'elles n'ont pas choisi : pesticides, solvants, métaux lourds, travail de nuit des soignantes, travail posté, rayonnements ionisants, ou cosmiques pour les hôtesse de l'air. Silence sur les causes environnementales et professionnelles, alors que 61 214 nouveaux cancers du sein et 12 765 décès ont été enregistrés en 2025. Une explosion qui place la France au deuxième rang mondial pour le cancer du sein!

Libérer la prévention et le dépistage du capital
En France, une mammographie est proposée tous les deux ans de 50 à 74 ans. Mais malgré les rubans roses, la participation recule : 52,3 % en 2011, seulement 44 % en 2024, contre 83 % au Danemark. Et les inégalités sont criantes : 48 % des 10 % des femmes les



Cancer Colère à la mobilisation contre Syngenta. PHOTO CYBÈLE D

plus riches participent au dépistage, seulement 33 % des 10 % les plus modestes. Les femmes qui en auraient le plus besoin sont souvent les moins bien dépistées : femmes vivant à la campagne, éloignées des centres de radiologie, migrantes confrontées à des messages inadaptés, alors qu'une étude de l'hôpital Tenon sur 780 femmes d'origine subsaharienne montre un dépistage deux fois plus tardif et des formes agressives trois fois plus fréquentes! Oui, il faut organiser le dépistage. Mais il faut aussi le repenser. Le cancer du sein explose chez les plus jeunes, alors que le dépistage commence à 50 ans. Abaisser simplement l'âge ne suffit pas : le dépistage est lui-même débattu dans le monde médical. L'excellente revue *Cochrane* estime que, sur 2 000 femmes dépistées pendant

dix ans, « un décès par cancer du sein sera évité et 10 femmes en bonne santé seront traitées inutilement ». Cette vaste étude portant sur 600 000 femmes de 39 à 74 ans n'a pas trouvé de réduction de la mortalité par cancer du sein avec le dépistage actuel. Il ne faut pas abandonner le dépistage, mais inventer un dépistage mieux ciblé, accessible à toutes, capable de réduire faux positifs, angos, surdiagnostics et traitements inutiles.

Pas assez cher : AstraZeneca demande le déremboursement du Zoladex!
La bourse ou la vie, c'est l'aveu du trust pharmaceutique AstraZeneca, qui a demandé la fin du remboursement en France du Zoladex, mis sur le marché en 1987. Un vieux médicament pas très cher et toujours aussi efficace contre certains cancers du sein, qui lui a rapporté 1,106 milliard de dollars en 2025. Pas assez, alors que le prix des nouveaux anticancéreux explose! Les prix seront donc libres et le médicament non remboursé, car le gouvernement a accepté le déremboursement au 15 décembre 2026, au lieu d'engager un bras de fer avec le labo. Par exemple avec une fabrication publique par la pharmacie hospitalière ou celle des armées, ou par un établissement public. Autre scandale, depuis presque deux ans, le gouvernement refuse de signer les décrets d'application de la loi votée le 28 janvier 2025, qui instaure une prise en charge intégrale des soins et dispositifs liés au cancer du sein : prothèses mammaires, perruques, soutiens-gorge adaptés, dermopigmentation. Dépistez-vous, mais payez, parfois jusqu'à 1 500 euros! Octobre rose doit devenir Octobre colère!
Frank Prouhet

En bref

Sans papiers. Le racisme ne se compense pas : non au CRA raciste et écocide! Samedi 10 octobre, environ 2 000 personnes sont venues dire non à la construction d'un centre de rétention administrative à Carquefou, près de Nantes, et non à l'utilisation de terres de la ZAD pour « compenser » sa construction. L'État envisage de renaturer des terrains de l'ancienne ZAD de Notre-Dame-des-Landes, environ cinq hectares, afin de compenser les atteintes environnementales provoquées par la construction du futur CRA.



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MARTIN NODA / HANS LUCAS

Mobilisation le matin autour du Champ de Manœuvre à Nantes, là où se situe le chantier en cours, à l'appel de Colère 44, des Soulèvements de la Terre, de NDDL Poursuivre Ensemble, d'habitantEs et de paysanNEs de la ZAD. Manifestation l'après-midi sur la ZAD pour faire des semis anti-CRA afin de maintenir en culture les parcelles visées par les projets de compensation. En soirée, des rencontres sur les solidarités et les luttes depuis les situations d'exil, ainsi que sur les résistances aux CRA et aux dispositifs de discrimination, d'enfermement et d'expulsion. Une journée de mobilisation réussie pour construire les solidarités antiracistes et

antifascistes entre zones rurales et urbaines. Une convergence entre un combat écologique et la lutte contre un projet abject d'enfermement de personnes dont le seul tort est de ne pas avoir les bons papiers. Le NPA-A de Nantes, membre de Colère 44, Coordination opposée à l'enfermement et à la répression des étrangerEs composée d'organisations syndicales, associatives et politiques, était présent pour dire non à ce CRA raciste et écocide. Une mobilisation qui constitue une étape dans un bras de fer engagé avec l'État : le CRA, ni ici ni ailleurs! Comme pour l'aéroport, on ne lâchera pas!
Sandra Cormier (Nantes)

Répression syndicale. EHPAD de Morée (41) : les soignantEs refusent de se taire. Dans cet EHPAD du Loir-et-Cher, la création d'une section CGT en avril 2025 a déclenché une vague d'intimidation et de répression. Face aux conditions de soin dégradées et au management autoritaire, les salariéEs ont tenu le piquet de grève pour défendre leur dignité et celle des résidentEs. Cadences infernales, manque de moyens, mépris : plusieurs agentEs ont décidé de s'organiser. La réponse n'a pas tardé. Une bouteille de vinaigrette renversée sert de prétexte à des insultes : « folldingues », « petites fragiles ». Des tracts obscènes, sexistes et diffamatoires sont déposés dans la boîte aux lettres du syndicat; un sexe en plastique est scotché à l'intérieur de la porte. La direction reste inerte, prétextant trop de passages pour enquêter. Une pétition antisyndicale est pilotée depuis les bureaux. Pour les grévistes et les proches de la CGT, les sanctions tombent : blocages de paie, refus d'aménagements d'horaires, non-renouvellement de contrats, refus de titularisation. La direction engage une procédure disciplinaire contre deux agentEs pour l'expression « Gros nounours », invoquant une « atteinte à la dignité d'une collègue ».



Mobilisation à l'EHPAD de Morée. PHOTO NPA-A 41

Mais les propos homophobes visant l'un de ces agentEs restent sans suite. Deux poids, deux mesures, dans un climat de peur qui touche jusqu'aux résidentEs. Cette répression accompagne la marchandisation du grand âge et l'austérité. Imposer 27 toilettes à cinq agentEs détruit le sens du soin. Comme le rappellent les grévistes, prendre soin des résidentEs exige de prendre soin de celles et ceux qui s'en occupent. La dignité des personnes âgées est indissociable des conditions de travail du personnel. Soutien aux salariéEs mobiliséEs!



► Lire l'article entier de Radu Varl sur notre site

À lire sur le site...



Dixième anniversaire du démantèlement de la « grande jungle » de Calais.

À la frontière entre la France et l'Angleterre : toujours la même politique d'exclusion et de violence.

SOUDAN L'élan révolutionnaire reste vivant

Alors que la guerre fait rage, les comités de résistance restent le principal vecteur de l'aide humanitaire et de la mobilisation des populations.

C'est un véritable tour de force que d'avoir réussi à maintenir les comités de résistance, structures d'auto-organisation des populations, malgré une guerre qui oppose depuis plus de trois ans les deux généraux, Burhan pour les Sudanese Armed Forces (SAF), et Hemedti pour les Rapid Support Forces (RSF).

Une force politique et solidaire

Apparus lors de la révolution qui a renversé Omar Al-Bashir en 2019, les comités de résistance ont pris une importance grandissante lorsque Burhan et Hemedti ont organisé le coup d'État du 25 octobre 2021 dans le but d'étouffer la révolution. Présents à travers le pays, ces comités ont organisé la riposte tout en développant des activités d'entraide sociale en faveur des populations. Au fil de la lutte et à l'issue d'un large débat, une charte pour le pouvoir populaire a été élaborée.

Quelques semaines après la diffusion de cette charte, les deux généraux putschistes se déchiraient, déclenchant un conflit au cours duquel des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité ont été perpétrés par les deux camps.

Refusant de prendre part à ce conflit, les comités de résistance ont mis en place un réseau de salles d'urgence permettant de soigner les civils blessés, d'organiser l'évacuation des habitants des villes bombardées et de préparer des repas. Dans les zones où se déroulaient les combats, ils ont été les seuls à être en mesure de fournir une aide humanitaire.

La lutte continue

Dans les régions du Darfour et du Kordofan, sous le joug des RSF, une crise alimentaire sévit et, dans certaines localités, une famine s'installe. Cette situation est liée au blocage et/ou au détournement de l'aide alimentaire, ainsi qu'à la politique de spoliation des terres agricoles menée par des milices liées à Hemedti.

Dans les territoires contrôlés par les SAF, les populations sont confrontées à une crise sociale, notamment liée à la très forte dévaluation de la monnaie locale, la livre soudanaise. Avant la guerre, un dollar valait 600 livres ; il en vaut désormais 8 400. Cette dévaluation a des conséquences directes sur les prix des produits de première nécessité.

À l'appel des comités de résistance, les premières manifestations contre la vie chère ont eu lieu, notamment à Gedaref, une ville de l'est du pays. À Omdurman, ville proche de la capitale, Khartoum, des milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exiger que les autorités prennent des mesures urgentes : contrôle des prix, déblocage de fonds pour importer des denrées alimentaires et remise en état des infrastructures permettant de fournir de l'eau potable et de l'électricité.

Ces mobilisations marquent le retour des comités de résistance sur la scène politique. Ils jouent de nouveau leur rôle d'épine dorsale de la mobilisation. Ni la guerre ni la répression menée par les SAF et les RSF n'auront réussi à faire taire ces structures.

Leur coordination permet de poursuivre les débats et de proposer une alternative pour l'avenir, exposée dans un document d'une trentaine de pages intitulé « *Vision révolutionnaire pour l'arrêt de la guerre* ».

Ce document s'articule autour de plusieurs axes, notamment le refus de l'impunité pour les auteurs de crimes, la dissolution des RSF et la réorganisation de l'armée sous le contrôle d'officiers limogés par Al-Bashir. Il préconise également l'utilisation des ressources financières détenues par les deux forces armées pour indemniser les populations, ainsi que la mise en place d'une transition civile et démocratique bannissant les discours de division entre les communautés.

Paul Martial

BRÉSIL Une lutte difficile, mais renouvelée, pour la victoire contre Bolsonaro

À moins d'une semaine du second tour de la présidentielle au Brésil, l'issue reste incertaine. Les derniers sondages donnent une égalité technique : Bolsonaro fils conserve deux à trois points d'avance sur Lula, en légère progression.

Malgré cette avance et les célébrations anticipées des secteurs du capital après la victoire écrasante du néofascisme au premier tour, notamment sa majorité inédite dans les deux chambres, le second tour ouvre une nouvelle campagne et un nouveau moment politique.

La direction de la campagne de la coalition du PT a été débordée par la réaction populaire, notamment celle de la jeunesse, qui investit les rues depuis le 8 octobre dans d'immenses manifestations pro-Lula. Cette mobilisation impose un débat plus programmatique et une dynamique bien plus intense qu'au premier tour, tiède et dépolitisé. À l'initiative des jeunes étudiantEs et travailleurEs, la polarisation a gagné les transports, les réseaux, les lieux de travail et les quartiers, ouvrant une voie étroite à la « remontada ». Comme en Europe, en Inde, aux États-Unis et en Argentine, cette jeunesse s'éveille à la lutte politique, sans le poids du pragmatisme des générations précédentes, et rejoint la bataille mondiale contre l'extrême droite, Trump et ses projets de destruction civilisationnelle.

La bataille pour l'avenir immédiat et la souveraineté du Brésil aura un impact mondial. L'enjeu est considérable : après le Venezuela, Trump veut étendre son néocolonialisme violent au Brésil et à Cuba, alors que les gouvernements d'extrême droite de la région sont peu populaires.

Le point de départ a été une sévère dégradation de la distribution de l'eau entraînant d'importantes restrictions pour les classes populaires.

Les retraites et les conditions de vie attaquées

Mais la mobilisation sociale avait aussi démarré dès la fin du printemps contre les attaques sur le régime de pension universelle à 60 ans. Le projet de loi de finances introduisait une décote pour un départ avant 65 ans. Auparavant, un autre projet proposait de déduire du montant de la pension les revenus externes obtenus par les retraités. Une riposte massive de l'ensemble du mouvement syndical avec une grande mobilisation à Port-Louis le 11 juillet avait amené le retrait du projet de la loi de finances. Mais le gouvernement maintient sa menace de mesures identiques dans le budget 2027. Les syndicats ont d'ores et déjà décidé d'appeler à la grève générale si ces mesures réapparaissent. À Maurice, la situation s'est lourdement dégradée ces dernières années, avec l'augmentation du coût de la vie (beaucoup de biens de consommation sont importés et ont subi de lourdes augmentations). Le riz subventionné a disparu des rayons des supermarchés et l'allocation sociale pour les faibles revenus a été supprimée. Les coûts de l'énergie ont explosé et un jeune sur cinq est au chômage.

La jeunesse a « offert son cœur »

Comme le chante Pablo Milanés, « *Qui a dit que tout est perdu ? Je viens offrir mon cœur* », la jeunesse a répondu au désarroi du premier tour en se mobilisant dans les assemblées étudiantes et les rues. Parti de l'Université fédérale Fluminense, à Niterói, le mouvement a gagné le Colégio Pedro II, à Rio, puis Fortaleza, avant un nouveau bond à Rio et à Belo Horizonte le 9 octobre. Le week-end des 10 et 11, les manifestations se sont étendues à tout le pays. Sur l'Avenida Paulista, un très long cortège a rassemblé des centaines de milliers de personnes. Les villes moyennes ont rejoint les grandes métropoles. Le 13, cinquante mille personnes ont manifesté à Porto Alegre et à Brasília. Les 17 et 18, de nouvelles manifestations massives ont eu lieu à l'appel d'artistes et de la campagne de Lula.

Portée par le mouvement étudiant, avec l'UNE et les DCE en première ligne, cette mobilisation a réuni différents secteurs de la jeunesse, dont les « fandoms », communautés de fans actives dans la rue et sur les réseaux. Elle a gagné les Instituts fédéraux (écoles techniques), les milieux culturels, les adeptes des religions afro-brésiliennes et les travailleurEs de la samba à Rio, rapprochant les générations.

Les militantEs et les figures publiques du PSOL, avec d'autres secteurs progressistes, ont été en première ligne de cet effort collectif d'auto-organisation. La mobilisation dans la

rue et sur les réseaux, combinée à l'adoption au Congrès de la loi imposant deux jours de repos pour cinq jours de travail, a ouvert une voie sinueuse, mais incontournable.

Le mouvement peut changer le scénario politique

Les derniers sondages situent l'écart entre un et deux points, dans la marge d'erreur, tandis que le rejet de Flávio commence à dépasser celui de Lula. L'enjeu est de faire basculer des voix, de convaincre les indécisEs et de mobiliser les abstentionnistes, notamment les personnes âgées et les femmes, parmi lesquelles Lula creuse son avance. Portée par la mobilisation de la base, la direction de campagne a aussi engagé, à juste titre, la bataille juridique contre les manœuvres de Meta et des autres géants du numérique contre la gauche.

L'énergie sociale libérée doit servir la victoire : réduire le retard dans le Sud et le Centre-Ouest, creuser l'avance dans le Nord-Est et gagner les grandes villes du Sud-Est. Il faut dénoncer les attaques contre les droits que préparent Bolsonaro, Trump et une grande partie de l'oligarchie, défendre les conquêtes sociales des quarante dernières années et les libertés démocratiques. Rien n'est joué face à l'extrême droite. Les cinq prochains jours seront décisifs : faire campagne et voter Lula le 25 octobre, c'est freiner son avancée au Brésil et en Amérique latine.

Ana Carvalhaes et Israel Dutra

À lire sur le site



No Kings: des millions de manifestantEs pour des élections libres et équitables aux États-Unis, par Dan La Botz

ÎLE MAURICE La crise de l'eau révèle la colère sociale

Depuis plusieurs semaines, l'île Maurice a vécu des révoltes sociales, des blocages suivis d'un couvre-feu imposé par le gouvernement Ramgoolam.

Pendant ce temps, le gouvernement veut continuer à faire de Maurice une vitrine touristique centrée sur les investissements de luxe et la finance. En 2025, l'île a accueilli 1,4 million de touristes, soit davantage que sa population.

L'eau, étincelle de la révolte

Ce qui a déclenché les grandes mobilisations de ces dernières semaines a été la crise de l'eau. L'État n'a pas investi ces dernières années dans la maintenance du circuit de distribution, qui subit d'importantes pertes, ni dans un système de réservoirs permettant de gérer les flux et les dérèglements provoqués par la crise climatique. Les niveaux des réservoirs avaient récemment chuté de 87 % à 56 %. Les coupures d'eau se sont multipliées dans les quartiers, plusieurs jours par semaine, avec quelques heures de distribution. La population s'est spontanément révoltée pendant plusieurs semaines avec des manifestations, des barages routiers, des palettes et des

pneus enflammés. Des jeunes ont créé un groupe WhatsApp « Burning Paradise ». Le 9 octobre, près d'un reste de barrage à Camp Levieux, au sud de Port-Louis, une femme qui revenait en bus de son travail a été grièvement blessée par le tir d'un policier avec son arme personnelle. Celui-ci a été inculpé et mis en détention provisoire.

Violences policières et ségrégation sociale

Cette agression policière a modifié la nature du mouvement. Plusieurs nouvelles nuits d'émeutes ont suivi, dans plusieurs régions de l'île, avec des groupes de jeunes cagoulés attaquant la police, des commerces et divers édifices dont des commissariats. L'essentiel de la population qui organisait les barrages les semaines précédentes est restée en dehors de ces nouveaux affrontements, s'en est même désolidarisé et les a condamnés, mais ceux-ci ont rassemblé beaucoup de jeunes des quartiers les plus pauvres.

Ramgoolam a tout de suite mis en cause les réseaux de narcotrafic, les accusant d'avoir manipulé et payé ces jeunes. Le trafic et les réseaux de distribution de drogue sont bien une réalité dans des quartiers où l'avenir social est bouché, mais beaucoup insistent justement sur la ségrégation sociale et les violences policières qui provoquent la révolte des jeunes des quartiers. Cette exclusion a encore été accentuée récemment par un programme gouvernemental favorisant les collèges privés et les collèges publics « d'excellence ».

Le couvre-feu vient à peine d'être levé et les syndicats appellent à une journée de mobilisation contre les menaces sur les retraites le 31 octobre. À Maurice comme ailleurs, la question de la convergence des exigences sociales et des révoltes est posée.

Léon Crémieux

(à partir des éléments et des échanges avec les camarades de Lalit de Maurice et de Sacnou Vê de la Réunion)

Culture

CINÉMA *I love Boosters,*
de Boots Riley

Film, 1h53m, 2026 (États-Unis)

Le 17 octobre dernier, alors que les forces de police reprenaient possession de l'Arc de Triomphe, dans une rue adjacente aux Champs-Élysées, le cinéaste afro-américain Boots Riley projetait *I Love Boosters*, son deuxième long métrage, pour une diffusion unique en France. Après le succès de son précédent film, *Sorry to Bother You*, nombreux étaient celles et ceux qui souhaitaient retrouver son univers décalé sur fond de critique sociale. Et il faut dire que la promesse a été largement tenue.

Une satire de la mode

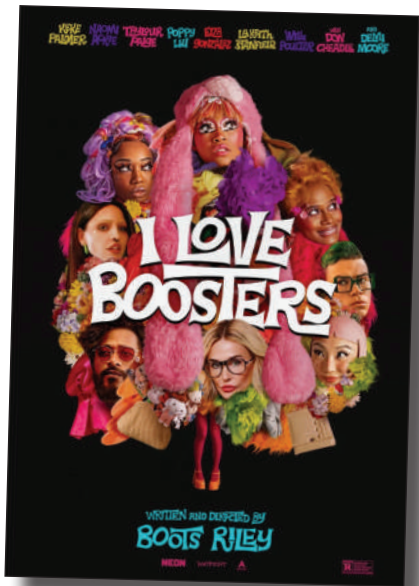
À l'écran, outre les rôles principaux, on peut reconnaître une tripotée d'acteurEs habituéEs des seconds rôles, dont Lakeith Stanfield (*Atlanta*), Will Poulter (*The Revenant*) ou encore, sous une tonne de maquillage et de latex, Don Cheadle (*Hotel Rwanda*). Et avec sa troupe de comédienNEs de talent, l'ambition de Boots Riley était claire : dépeindre une satire bigarrée de la mode, du prêt-à-porter et de la fast fashion. Le film raconte l'histoire de Corvette (Keke Palmer) et de ses amies qui forment le Velvet Gang, un groupe de voleuses à l'étalage qui s'attaquent spécifiquement aux magasins Metro Designers pour en revendre les vêtements qui, d'une couleur unique pour chaque magasin, sont tous signés par la styliste aussi célèbre qu'imbuvable Christie Smith (Demi Moore). Mais alors que le groupe prépare un dernier coup autour de combinaisons à 100 000 \$ pièce, elles font la rencontre de Jianhu (Poppy Liu), une voleuse concurrente qui opère à l'aide d'un téléporteur directement relié à l'usine chinoise où sont fabriqués les vêtements. Ensemble, elles découvriront que le téléporteur a bien d'autres fonctionnalités à leur offrir.

Mettre à nu les structures élémentaires du capitalisme

Là où *Sorry to Bother You* abordait l'aliénation au travail et proposait la grève comme mode d'organisation pour y faire face, *I Love Boaters* pose la question de la conscience de classe et propose l'unité comme réponse à l'exploitation. Car les deux autres fonctionnalités du téléphone sont la déconstruction, qui ramène toute marchandise à l'état de matière première, et le matérialisme dialectique, qui intensifie les conflictualités sociales déjà présentes. Par le truchement d'un surréalisme de la sape, le réalisateur met à nu les structures élémentaires du capitalisme.

Cela s'explique par son parcours. Fils de militants communistes, il s'est engagé très jeune auprès du Progressive Labor Party. Sa solide formation politique infuse son œuvre cinématographique comme elle infusait son œuvre discographique dans sa carrière précédente. Son premier long métrage a déjà servi à des travailleurEs étatsunienNEs pour organiser des grèves. Et la difficulté de distribuer le suivant l'amène à soutenir des projections dans des squats ou tout autre lieu, dans l'éventualité où aucune diffusion n'est possible. Si le poète et musicien Gil Scott-Heron clamait « *The revolution will not be televised* », les créations de Boots Riley semblent répondre que, pour autant, le cinéma peut bien être révolutionnaire.

Stéphane Waha



ESSAI «*On sait pas, on n'a pas essayé*», de Ludivine Bantigny

Éditions La Meute, 2026, 96 pages, 11,50 €

C'est une brochure qui se lit d'un trait tant la plume alerte et percutante de Ludivine Bantigny saisit les réalités du Rassemblement national avec clairvoyance. Partagé en 23 petits chapitres, ce livre d'à peine 90 pages veut s'adresser à toustes ceux qui pensent que l'on pourrait peut-être essayer le RN, pour voir. L'autrice et son éditrice proposent que les lecteurs et lectrices avertiEs qui achèteront ce livre s'en saisissent et le transmettent à ceux qui pourraient douter de la nocivité du Rassemblement national, en un geste militant simple mais nécessaire et urgent. On est ainsi invitéEs à replier en dernière page la couverture doublée du livre, en guise de papier cadeau à fleurs rouges, pour l'offrir autour de nous. Chiche!

Un florilège des déclarations stupides tout autant que nocives du RN

On y trouve plusieurs passages dans lesquels l'autrice s'intéresse aux « brebis galeuses » qui ont fini par rapidement former un « troupeau » tant elles sont nom-

breuses : « En 2024, près de 120 candidats du RN ont été épinglés pour des propos racistes, anti-sémites et/ou complotistes ». Elle rappelle que « près de 90 de ces “anomalies” sont toujours là ».

On a par exemple le député RN Frédéric Pierre-Vos déclarant, en défense d'un avantage fiscal pour les détenteurs de patrimoine, *« qu'il ne fallait pas "se transformer en Tutsis pour couper les Hutus" »*, alliant ainsi indécence et ignorance. Ou, on l'avait oublié, un autre député RN, qui *« exige la suppression des subventions aux Trans Musicales de Rennes, les assimilant à une prétendue entreprise militante LGBT »*, quand le mot « Trans » vient ici du titre d'un album de jazz!

Un état des lieux de l'extrême droite en France

Ludvine Bantigny rappelle que le combo gagnant « *sécurité, immigration, identité* » constitue toujours le « *fonds de commerce* » du parti d'extrême droite. L'ouvrage défait adroitement les doubles discours du RN qui parvient à se présenter comme le parti



des petites gens alors que tout, dans les votes de ses éluEs (aux Parlements français ou européen), montre qu'ils sont les « défenseurs zélés » de la tranquillité des ultrariches. Le parti des femmes alors qu'il appuie tout ce qui réduit nos droits. Le parti du monde paysan alors qu'il ne fait que « *consolider un monde qui l'épuise* ». Le parti des patriotes alors que l'historienne rappelle que « *l'histoire a déjà connu cette étrange dissociation entre un patriotisme brandi*

et l'argent bien mis à l'abri » à l'étranger. Les liens entre libéralisme autoritaire et extrême droite sont expliqués et illustrés par l'autrice. Marine Le Pen proclame en meeting que *« le travail n'est pas suffisamment payé »* mais son parti vote contre l'augmentation du Smic.

Fascisme et grand capital, titrait Daniel Guérin il y a 90 ans

Parce que le grand capital français lorgne du côté du RN qui lui permettra d'assurer sa puissance, il nous faut de notre côté nous unir pour résister : dans des collectifs variés, dans des luttes fédératrices qui font avancer notre conscience de classe et font comprendre à toustes où sont nos intérêts communs, car Ludvine Bantigny le rappelle : *« plus de 80 % des sympathisants du Rassemblement national se déclarent favorables au rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune », « plus de 90 % souhaitent taxer davantage les grandes entreprises »*. Donc *« il n'y a pas de fatalité »*.

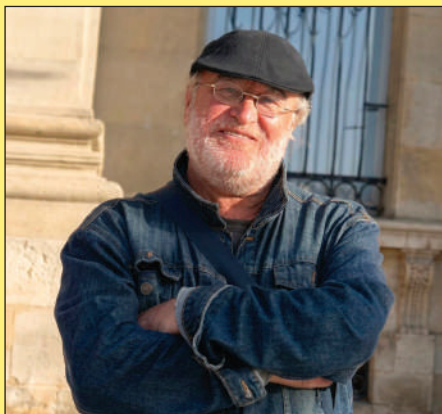
Aurélie

Ludivine Bantigny sera présente au village antifasciste à Orléans ce samedi 24 octobre.

 **la-breche.com**
 ▶ la librairie La Brèche
 7, rue Taine, Paris 12^e

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

LES NÔTRES **Hommage à notre camarade Tonio Gomez : une vie d'engagement et de combats**



DR

Né en 1954 à Larache, au Maroc, sous protectorat espagnol, Tonio a grandi au sein d'une famille républicaine marquée par le franquisme : son père, après avoir échappé au peloton d'exécution grâce à son jeune âge, a passé dix ans dans les geôles de Franco. Cet héritage a forgé à jamais sa conscience de classe et son internationalisme.

Un militant infatigable de la cause ouvrière

Entré dans le monde du travail en tant qu'apprenti dès l'âge de 14 ans, Tonio choisit définitivement le camp des exploités, des opprimés et des sans-voix. Au début des années 1970, il assume la présidence de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) de Strasbourg avant de rejoindre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) en 1973. Dès lors, son parcours politique se lie intimement à l'histoire du trotskisme. Il plonge au cœur des luttes ouvrières locales. Il participe à la grève historique de Télec en 1976. Il est licencié en raison de son engagement dans le mouvement. Il est embauché dans la foulée chez General Motors, mais son activité militante lui vaudra de ne jamais voir valider son contrat. Cheville

C'est avec une profonde tristesse que nous apprenons la disparition de notre ami et camarade Tonio Gomez, militant historique de la Quatrième Internationale en Alsace et figure incontournable du paysage militant strasbourgeois. Il était le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA-A) local.

Sur tous les fronts de la justice sociale

On retrouvait Tonio partout où la justice sociale et la dignité humaine l'exigeaient : – Dans les luttes syndicales et dans les manifestations : aux côtés des travailleurEs en grève comme des lycéenNES aujourd'hui – Pour la solidarité internationale et humaine : dans le soutien aux personnes sans papiers, aux exiléEs et aux mal-logéEs (au sein du collectif D'ailleurs nous sommes d'ici), ainsi qu'à la cause palestinienne. Son engagement internationaliste se traduisait notamment par une volonté farouche de faire vivre la IV^e Internationale ; – Dans les luttes écologistes : dans les mobilisations contre le Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO) et pour l'arrêt du nucléaire (Stop transport-Halte au nucléaire).

Mais cette liste ne dit qu'une partie de son engagement constant et infatigable, de l'énergie et de la générosité mises au service de toutes les luttes d'émancipation. Tonio nous a quittés un 17 octobre. Cette journée d'action était doublement importante. Elle est, d'une part, porteuse d'espoir. Elle commémore, d'autre part, le massacre commis par le préfet Papon à Paris contre

des centaines d'Algériens — événement pour lequel Tonio n'eut de cesse de se battre afin qu'une place du 17-Octobre-1961 voie le jour à Strasbourg.

Face aux pressions, à la répression et aux tentatives d'intimidation qui l'ont mené plusieurs fois en garde à vue et devant les tribunaux, Tonio répondait toujours par la force de ses convictions et une solidarité de classe exemplaire. Son intégrité et sa détermination sans faille vont laisser un vide immense au sein du NPA-l'Anticapitaliste Strasbourg et de l'ensemble du mouvement social alsacien.

À travers les luttes que nous avons partagées, avec Isabelle, sa compagne, Tonio nous a beaucoup appris, en tant qu'amé, en tant que camarade. Il a inspiré et formé plusieurs générations de militantEs qui garderont en mémoire le souvenir d'un homme sincère, droit, chaleureux et courageux, impliqué dans les luttes antifascistes et antiracistes, profondément attaché à construire l'unité de notre camp social et soucieux de construire une organisation utile aux oppriméEs, anticapitaliste et unitaire.

En cette période où s'exprime l'espoir de construire une société meilleure face à la fascisation du monde, nous porterons sa mémoire et ses précieux conseils dans nos luttes !
À sa famille, à ses proches et à tous ses camarades de combat, nous adressons nos condoléances les plus sincères.
Tonio, ton combat continue. Nous ne lâcherons rien.

Ses amiEs et camarades

PALESTINE « La solution ne viendra pas des élections israéliennes mais de la pression extérieure »

Peut-on attendre quelque chose de ces élections pour les droits des PalestinienNEs ?

Franchement, non. La question palestinienne était déjà enterrée. Aujourd'hui, c'est la surenchère à qui sera le plus anti-État palestinien. Je ne parle même pas de droits, de liberté, de résistance : simplement de deux États, dans les termes d'Oslo.

Une vidéo le résume : un présentateur demande à huit représentants des principales listes, du bloc de Netanyahu comme de l'opposition, s'ils sont pour un État palestinien. Tous répondent non : on fera tout pour l'empêcher. Plusieurs accusent leurs adversaires d'y être favorables pour les discréditer.

Aujourd'hui, c'est la surenchère à qui sera le plus anti-État palestinien

Tous partagent le consensus sur la colonisation, la « judaïsation », Gaza. Seuls les Démocrates de Ya'ir Golan, issus de la fusion du Meretz et des travaillistes, disent qu'on pourrait un jour y penser, mais qu'après le 7 octobre, ce serait leur faire un cadeau. La liste unifiée des partis dits arabes, des PalestinienNEs de 1948, parle d'État palestinien. Mais dans le champ juif sioniste, plus personne ne le présente comme une condition de la paix. Même des proches centristes ou de gauche sioniste disent que le 7 octobre leur aurait « ouvert les yeux » : hors de question d'accorder cette récompense aux PalestinienNEs.

Qu'est-ce qui distingue alors les deux blocs ?

Les fractures habituelles de la société israélienne, exacerbées. La nouveauté, c'est l'enquête sur le 7 octobre. Netanyahu rejette sur l'armée la responsabilité de ce qu'il considère comme le pogrom le plus violent depuis la Shoah ; l'opposition la lui impute. Gadi Eisenkot, favori face à lui, promet une enquête indépendante.

L'autre sujet, mobilisateur dans la société laïque et libérale, c'est la conscription des ultraorthodoxes. Netanyahu veut maintenir leur exemption ; en face, on veut que tout le monde serve sous les drapeaux.

L'opposition regrette le temps où l'armée fonctionnait mieux, où on « nous laissait faire » et où le monde ne nous détestait pas

Le fil entre les deux, c'est l'armée, avec un discours hypermilitariste : Eisenkot est un ancien chef d'état-major, tous les partis mettent en avant leur expérience militaire. Les ultraorthodoxes qui ne servent pas font un

Entretien avec Nadav, militant de Tsedek! – Collectif juif décolonial, à l'approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre 2026.



NADAV, MILITANT DE TSEDEK!

bouc émissaire commode. On ne maintient pas une colonie de peuplement sans une armée très développée.

L'opposition regrette le temps où l'armée fonctionnait mieux, où on « nous laissait faire » et où le monde ne nous détestait pas. Pendant les manifestations contre la réforme judiciaire, une réserviste, pilote issue de l'élite libérale, disait en substance : pour continuer à bombarder des enfants, il faut une confiance absolue dans nos institutions, dans la Cour suprême. Car — c'est moi qui complète — elles protègent Israël des sanctions internationales. Une fois le système discrédité, soldats et commandants risquent des poursuites pour crimes de guerre à l'étranger. Ils veulent continuer comme avant, en sauvant la face.

Et les enjeux sociaux, économiques ? L'« État de droit », avec beaucoup de guillemets ?

Très absents. Tout tourne autour de Netanyahu et de la sécurité. La Cour suprême, qui avait suscité des mobilisations de masse, est passée au troisième plan. L'opposition dit : on vire Netanyahu, on verra après. Ça ne constitue pas un programme politique.

Le bloc anti-Netanyahu n'a pas d'autre programme vis-à-vis des PalestinienNEs et diffère peu sur bien d'autres questions

Comment fonctionne le scrutin ?

Un seul tour, à la proportionnelle. Là où ça tourne à Game of Thrones, c'est qu'en dessous de 3,25 %, les voix partent à la poubelle. D'où les alliances pour franchir le seuil, ou les micropartis qui siphonnent des voix pour les faire disparaître du décompte, ou se retirent après un accord. Les sondages annoncent une quasi-égalité entre les blocs. Sans nouveau gouvernement, Netanyahu reste à la tête d'un gouvernement de transition.

Et la liste arabe unifiée ?

Elle réunit Ta'al, Hadash, issu du Parti communiste, et Balad pour dépasser le seuil. Certaines listes anti-Netanyahu accepteraient de gouverner avec eux, d'autres refusent : Liberman, ultranationaliste laïque, ne s'associera jamais avec des « terroristes ». Ça affaiblit l'opposition. Balad a été disqualifié sur une motion de Ben Gvir ; l'inéligibilité a été levée à condition que son président et tête de liste, Sami Abou Shehadeh, se retire, ce qu'il a fait. Le parti le plus à gauche du bloc sioniste d'opposition, celui de Ya'ir Golan, ancien militaire qui a appelé à affamer Gaza, a voté cette motion.

Ce serait donc une erreur de présenter le bloc anti-Netanyahu comme à sa gauche ?

Exactement. Il n'est « à sa gauche » que parce qu'il est anti-Netanyahu. Il n'a pas d'autre programme vis-à-vis des PalestinienNEs et diffère peu sur bien d'autres questions.

On ignore quelle politique appliquerait Eisenkot : sur sa liste, certains pourraient figurer chez Smotrich, Ben Gvir ou au Likoud ; il y a aussi des sionistes religieux. Même s'ils virent Netanyahu, la situation ne changera pas.

Pour les PalestinienNEs, ce gouvernement a été une catastrophe mais ça ne cessera pas avec un autre gouvernement

Netanyahu reste au coude-à-coude avec Eisenkot. Soutenu par Trump, il met en avant ses prétendues réussites au Liban et en Iran, où, selon lui, la guerre n'est pas terminée et où lui seul peut la poursuivre. Pour les PalestinienNEs de 48, de Cisjordanie et de Gaza, ce gouvernement a été une catastrophe : colonisation, annexion, violences, torture dans les prisons, tout a monté d'un cran. Mais ça ne cessera pas avec un autre gouvernement. On ignore quelles alliances sortiront des urnes. On peut retrouver des morceaux de son gouvernement dans une nouvelle majorité, ou des gens de la même idéologie.

Et le camp de la paix ? On a cru un moment que Standing Together allait se présenter.

Cette élection montre que ce qu'on imaginait en France être le camp de la paix — une vaste illusion — est mort. Standing Together s'est constitué en parti. Ses militantEs ont gagné en visibilité pendant le génocide par leurs actions humanitaires, en offrant aux PalestinienNEs de 48 un canal sécurisé pour donner à Gaza, malgré la répression, et en parlant de la criminalité dans la société dite arabe israélienne, dont tout le monde se moque. Mais cela a été un peu une bulle, et ils n'ont pas atteint le seuil nécessaire pour se présenter. La liste arabe unifiée leur a fermé la porte : leurs dirigeants viennent d'une scission de Hadash. Côté sioniste, les Démocrates de Golan sont crédités de six ou sept sièges : extrêmement faible pour l'union du Parti travailliste, qui a gouverné pendant des décennies, et du Meretz. Et tant mieux. Peut-être comprendra-t-on qu'il n'y a pas d'alternative à l'antisémitisme, à la fin de cet État israélien, pour les droits et la justice en Palestine. Cela ne passera ni par deux États, ni par des négociations avec des chefs d'état-major, ni par une réponse de l'intérieur, ni par des élections. La solution viendra de la pression extérieure.

Propos recueillis par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste

lanticapitaliste.org

[NPALanticapitaliste](https://www.youtube.com/channel/UCNPALanticapitaliste)

[l_anticapitaliste](https://www.instagram.com/l_anticapitaliste)

[Lanticapitalis1](https://twitter.com/Lanticapitalis1)

[anticapitaliste.presse](https://www.facebook.com/anticapitaliste.presse)

[lanticapitaliste](https://www.spotify.com/fr/artist/lanticapitaliste)



Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,

le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :

12 € = 3 mois d'hebdo

ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste la revue

Le n°176-177 est disponible

Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 4,50 euros à l'ordre de NSPAC à : **l'Anticapitaliste**, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi



Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !

Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à : **redaction@lanticapitaliste.org**

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :

diffusion@lanticapitaliste.org